



Independent observer
of the Global Fund

L'Institut de la société civile pour le VIH et la santé en Afrique remet le VIH en haut de l'agenda politique

Introduction

L'Afrique occidentale et centrale compte 4,7 millions de personnes vivant avec le VIH, soit 12 % des personnes vivant avec le VIH dans le monde, mais elle enregistre 22 % de tous les décès liés au sida dans le monde. En moyenne, les pays de la région ont connu une baisse plus lente des infections à VIH que les autres pays du continent et la prévalence du VIH chez les femmes est nettement plus élevée que chez les hommes. L'accès au dépistage et au traitement du VIH a atteint 73 % des personnes vivant avec le VIH en 2020, contre 38 % en 2015. Bien qu'encourageant, cela reste en deçà de l'objectif de 81 % qui avait été fixé pour 2020. La région compte le plus grand nombre de femmes enceintes séropositives au monde qui attendent encore un traitement, et seuls 24 % des enfants vivant avec le VIH ont une charge virale indétectable.

Un Sommet de haut niveau sur le VIH a été coorganisé par l'[Onusida](#) et l'Institut pour la société civile sur le VIH et la santé en Afrique occidentale et centrale du 31 octobre au 3 novembre à Dakar pour revenir sur tous ces enjeux. Daouda Diouf, directeur d'Enda santé et Directeur exécutif de l'Institut, répond à nos questions.

1. Daouda Diouf, pouvez-vous nous présenter le contexte dans lequel s'est placé le Sommet régional de haut niveau

Notre région accuse un retard en matière de lutte contre le VIH, les chiffres que vous avancez dans votre article le montrent. La pandémie de Covid-19 a accentué ce retard et retardé les progrès du fait de

plusieurs facteurs conjugués : nous avons connu une certaine désaffection des services de prise en charge VIH lors de l'arrivée de la Covid, un ralentissement de l'action des organisations de la société civile, et des ruptures de stocks d'intrants et de médicaments.

Par ailleurs, la Covid-19 a relégué au second plan le reste des priorités de santé publique, nous faisant penser qu'un repositionnement du VIH sur l'agenda des décideurs était important.

Nous sommes un rassemblement de 140 organisations communautaires, regroupées au sein de l'Institut de la société civile, nous voulions engager un dialogue avec les gouvernements et les ministères pour repenser notre relation, la participation de chacun d'entre nous à la lutte contre le VIH, et dans le respect d'un principe fondamental : mettre les communautés au centre de la réponse, principe fortement porté é tant par Onusida que par le Fonds mondial, dont la nouvelle stratégie s'articulera autour du patient.

Avec l'organisation de ce Sommet, nous souhaitons que la société civile soit sur un pied d'égalité dans la région car il est clair que lorsque les agents de santé communautaires, les pairs éducateurs et la société civile sont impliqués, les pays obtiennent de meilleurs résultats en matière de santé. La réponse à la Covid-19 en fait encore aujourd'hui la démonstration, et il est temps de changer de logiciel et de réinitialiser les discussions entre acteurs gouvernementaux et associatifs d'égal à égal.

2. Qu'avez-vous discuté et décidé lors de ce Sommet ?

25 pays de l'Afrique de l'Ouest et du centre ont participé au Sommet, nous avons réuni 360 délégués issus de tous les pays et de tous les domaines : ministres, bailleurs, experts de haut niveau, et bien entendu des organisations de la société civile. Les délégués ont échangé durant 3 jours, et ont reconnu les acquis et les défis qui subsistent. Les difficultés et les goulots d'étranglement ont été discutés en compagnie de 17 ministres et de responsables des OSC. Une place importante a été faite aux discussions concernant les relations entre les ministères de la santé et les organisations de la société civile. Il était crucial pour les membres de l'Institut que les membres gouvernementaux reconnaissent la part accomplie par les acteurs communautaires qui ont acquis un savoir-faire et sont en mesure de présenter des résultats et des leçons apprises de leurs interventions.

Suite aux trois jours de discussion, un Appel a vu le jour, qui revient sur 4 éléments principaux :

1. Renforcer les infrastructures des organisations communautaires pour renforcer les systèmes de santé des pays grâce à l'adoption de politiques sanitaires adéquates, et à la mobilisation de financements durables. Trop de personnes dans notre région, parmi les plus vulnérables, n'ont pas accès aux systèmes de santé classiques. Il est prouvé que les organisations et réseaux de la société civile sont essentiels pour répondre à ces défis. Il s'agit notamment d'élargir l'offre de services de traitement et de prévention du VIH par des organisations communautaires en partenariat avec le système de santé publique, de veiller à ce que la société civile organisée et les communautés affectées soient incluses en tant que partenaires essentiels dans les instances de prise de décision, et de construire des structures de responsabilité comme la surveillance dirigée par la communauté.

2. Mettre à jour les politiques de santé pour les aligner sur les données scientifiques les plus récentes pour répondre à la pandémie de VIH. Les pays qui ont aligné un plus grand nombre de leurs politiques relatives au VIH sur les données scientifiques et les preuves, et leurs programmes de mise en œuvre de ces politiques, ont fait de plus grands progrès contre le sida. Les gouvernements sont invités à revoir leurs politiques sanitaires à la lumière des données scientifiques et des preuves d'efficacité les plus récentes et à adapter les programmes. Ceci est une condition essentielle pour améliorer la réponse au VIH, en particulier pour répondre aux besoins spécifiques des personnes les plus vulnérables, et mettre fin au sida.

3. Augmenter de 33% les ressources nationales et internationales consacrées au VIH dans la région d'ici 2025 et supprimer les obstacles financiers à l'accès individuel des personnes vivant avec le VIH aux services de santé. Des études de l'ONUSIDA révèlent que 2,67 milliards de dollars d'ici 2025, soit une augmentation de 33%, garantirait un financement suffisant pour une réponse complète au VIH dans la région. Les progrès insuffisants de la réponse à la pandémie de VIH ne font qu'accroître les coûts à long terme qui pèseront sur des budgets de santé déjà surchargés.

4. Placer la réponse au VIH, et la COVID-19, au centre du dispositif pour préparer et répondre à l'émergence possible de futures pandémies. De nombreuses mesures restent à prendre pour prévenir l'émergence de futures pandémies et y faire face le cas échéant. Ces mesures incluent de développer et de protéger le personnel de santé formel et informel, d'informer les décisions par des données scientifiques, de mettre en œuvre des réponses fondées sur les droits et de garantir un accès équitable aux nouvelles technologies médicales.

3. Comment comptez-vous assurer le suivi de cet appel, afin qu'il ne reste pas lettre morte ?

Le président de la République du Sénégal Macky Sall est venu clore le Sommet et il a pris plusieurs engagements : verser immédiatement 1 milliard de francs CFA au Comité National de Lutte contre le Sida pour accélérer la lutte contre le VIH au Sénégal, et 1 milliard à l'action communautaire par le biais de l'Institut. Il a appelé ses homologues de la région à en faire de même, et s'est également engagé à défendre l'Appel lors de la Présidence de l'Union Africaine, qu'il occupera dès le mois de janvier 2022 pour une période de 6 mois.

D'autre part, ce Sommet a été coorganisé par l'Onusida et l'Institut, et il dispose d'un comité de suivi multipartenaire qui continuera de vérifier que les engagements pris seront mis en œuvre.



Ministre Abdoulaye Diouf Sarrn Winnie Byanyima, SE Macky Sall, Fatima Maade Bio, Daouda Diouf

Enfin, l'Institut met actuellement en place des plateformes dans 13 pays de la sous-région : ces dernières seront chargées d'opérationnaliser cet agenda (par l'organisation de rencontres dont l'esprit sera semblable à celui du Sommet en présence des acteurs pays), et de suivre les avancées dans ces pays. Nous disposons aujourd'hui de ressources humaines qui soutiendront cette initiative, et faciliteront les échanges entre pays. Des rencontres sur des sujets spécifiques sont également prévues l'année prochaine : un sommet consacré à la situation des populations clés et vulnérables dans la région se tiendra en février, un autre aura lieu au printemps sur le thème du financement de la lutte contre le Sida.

Ces quatre actions devront être mises en œuvre au cours des trois prochaines années pour permettre à la région de se rapprocher de l'objectif mondial de 2025, à savoir que 95 % des personnes connaissent leur statut VIH, 95 % des personnes connaissant leur statut VIH commencent un traitement et 95 % des personnes sous traitement soient sous suppression virale. Elles contribueraient à une réduction spectaculaire du nombre de décès liés au sida et de nouvelles infections à VIH dans la région.

4. Quels sont aujourd'hui les défis auxquels se confronte la région sur le VIH ?

Le VIH pédiatrique reste un défi majeur dans la région, car 1 nouvelle infection à VIH sur 3 chez les enfants se produit dans cette région et seuls 35% des enfants dépistés sont placés sous traitement (comparé à 77% pour les adultes). Il nous faut comprendre les raisons et prendre urgemment les bonnes mesures, en particulier au Nigéria, qui représente à lui seul une grande partie des infections chez les enfants.

Un autre sujet important est la digitalisation et l'utilisation des nouvelles technologies pour approcher en priorité les jeunes, qui continuent de s'infecter. Pour tout ces sujets, il faut le concours des organisations de la société civile et des communautés, qui connaissent leurs besoins et doivent guider des réponses qui leur conviennent.

Enfin, la question de la santé en milieu urbain est également d'importance pour nous : le processus d'urbanisation s'est accéléré dans les pays africains, et d'ici 2050 1,5 milliard d'africains vivront en ville, ce requiert une organisation dans l'offre de services de santé pour une réponse efficace aux maladies infectieuses mais également aux maladies chroniques non transmissibles.

L'Institut a mis en place tout un programme pour renforcer les organisations de la société civile dans les 20 pays de la région. Dans les 13 pays où une plateforme est en processus d'installation, cette dernière

aura pour mission de former les OSC afin de les doter des compétences nécessaires pour gérer des programmes influencer les politiques publiques, et de se positionner comme un acteurs incontournable de la lutte contre le VIH.

[Read More](#)
